

18.09.2008 - 17:11 Uhr

Coalition internationale contre la pornographie infantine et le tourisme sexuel impliquant des enfants

Berne (ots) -

Ces dernières années, des progrès importants ont été accomplis en Europe et en Asie centrale dans la lutte contre le trafic d'enfants, la pornographie infantine et le tourisme sexuel impliquant des enfants. Malgré tout, il faudra multiplier les efforts si l'on veut pouvoir combattre de manière durable l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes à des fins commerciales. A part l'identification des victimes et leur prise en charge appropriée et professionnelle, il s'agit aussi d'entraver et d'endiguer la demande de pornographie infantine et de tourisme sexuel impliquant des enfants - également en provenance de la Suisse. Une condition essentielle à long terme est de réussir à mettre en place un partenariat public-privé entre la collectivité, le secteur privé, le droit pénal et l'exécution des peines. Tels sont les messages principaux de la Conférence préparatoire régionale pour l'Europe et l'Asie centrale qui s'est tenue à Genève le 17 et le 18 septembre en vue du 3e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants.

140 représentants des Etats d'Europe et d'Asie centrale, d'ONG et d'organisations internationales se sont réunis à Genève sur l'invitation de l'Organisation internationale du travail OIT et d'ECPAT International, afin de définir les contenus et les axes prioritaires pour leur région sur la base des connaissances les plus récentes. Les recommandations élaborées en commun seront reprises lors du 3e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales qui se tiendra en novembre à Rio.

"Le nombre croissant de victimes mineures de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales montre combien l'engagement politique de tous les acteurs est nécessaire pour protéger les enfants. Pour la Suisse, cela signifie qu'elle doit satisfaire aux engagements pris lors du premier Congrès mondial de Stockholm (1996) et mettre en oeuvre un plan d'action national avec des objectifs clairs et des indicateurs précis", constate Ruth-Gaby Vermot-Mangold, ancienne Conseillère nationale et membre du comité de l'Association Suisse pour la Protection de l'Enfant.

"En raison de la mobilité croissante et de l'extension d'Internet, le marché de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales est devenu une affaire très juteuse qui représente des milliards. Pour y mettre un frein, il faut que les agresseurs soient poursuivis systématiquement et que l'on stoppe les flux financiers - par exemple ceux qui proviennent de la vente de pornographie infantine sur Internet. A cet effet, les données des autorités judiciaires doivent devenir accessibles", observe Karolina Frischkopf, cheffe d'ECPAT Switzerland, le service de lutte contre la prostitution infantine, la pornographie infantine et le trafic d'enfants auprès de l'Association Suisse pour la Protection de l'Enfant: "Une protection trop stricte des données est, dans ce domaine, la protection la plus efficace pour les agresseurs."

Les principales requêtes de la conférence préparatoire sont les suivantes: - La criminalisation de toute la chaîne de la pornographie infantine (production, distribution, vente, possession et consommation). - Blocage obligatoire des sites web ayant un contenu pédopornographique. - Mise en place à Interpol d'un service central pour recueillir toutes les informations et indications relatives à des cas de tourisme sexuel impliquant des enfants. -

Appel à la branche du tourisme, aux fournisseurs d'accès à Internet, aux prestataires financiers et autres institutions du secteur privé pour qu'ils prennent leurs responsabilités.

Le 3e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des jeunes aura lieu du 25 au 28 novembre à Rio de Janeiro. A côté des hôtes d'honneur comme la reine Silvia de Suède, on attend près de 3000 représentants d'Etat et de gouvernement, des délégués de l'économie privée et d'organisations de protection de l'enfant, 300 jeunes de 12 à 18 ans ainsi que des journalistes internationaux. 150 pays participeront activement au 3e Congrès mondial et prendront à cette occasion de nouveaux engagements - la Suisse aussi.

Contact:

Karolina Frischkopf
ECPAT Switzerland
Association Suisse pour la Protection de l'Enfant
Mobile: +41/79/211'29'67
E-Mail: karolina.frischkopf@kinderschutz.ch,

Ruth-Gaby Vermot-Mangold
Comité de l'Association Suisse pour la Protection de l'Enfant
Mobile: +41/79/345'58'18
Internet: www.aspe-suisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100014465/100569904> abgerufen werden.